



**PRÉFET
DE LA HAUTE-
GARONNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement, de
l'aménagement du logement d'Occitanie**

**Direction départementale
des territoires**

**Arrêté préfectoral portant mise en demeure à l'encontre de la société FIBRE EXCELLENCE
SAINT-GAUDENS pour l'exploitation de son usine située sur la commune de SAINT-
GAUDENS**

Le préfet de la région Occitanie,
préfet de la Haute-Garonne
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles L. 511-1, L. 512-20, L. 171-6 et L. 171-8 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, en particulier ses articles L. 121-1 et suivants ;

Vu le code de la santé publique et notamment l'article R. 1321-29 ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique ;

Vu l'arrêté ministériel du 10 septembre 2020 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2430 (Préparation de la pâte à papier à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3610a), 3610a (Fabrication, dans des installations industrielles, de pâte à papier à partir du bois ou d'autres matières fibreuses) et 3610b (Fabrication, dans des installations industrielles, de papier ou carton, avec une capacité de production supérieure à 20 tonnes par jour) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'autorisation environnementale, accordée à la société PYRENECELL, par arrêté préfectoral du 20 janvier 1997 relatif à l'exploitation d'une usine de fabrication de pâte à papier sur le territoire de la commune de SAINT-GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 janvier 2003 autorisant la société TEMBEC SAINT-GAUDENS à succéder à la société PYRENECELL pour exploiter l'usine de fabrication de pâte à papier, sur le territoire de la commune de SAINT- GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 août 2014 actant notamment le changement de dénomination sociale de la société TEMBEC SAINT-GAUDENS qui se nomme désormais FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 9 juin 2009, modifié et complété notamment par l'arrêté préfectoral du 30 septembre 2018, actualisant les prescriptions techniques applicables à la société TEMBEC SAINT GAUDENS ;

Vu l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 portant imposition de mesures immédiates prises à titre conservatoire à l'encontre de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS pour l'exploitation de son usine située sur la commune de SAINT-GAUDENS;

Vu le rapport d'essai n° EV26-00337 du 13 janvier 2026 rédigé par le laboratoire SGS analysant les prélèvements réalisés par l'exploitant sur les effluents du site et dans le milieu du 9 au 11 janvier 2026 ;

Considérant que l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 susvisé stipule que "Le rejet de l'usine ne doit pas induire une concentration en chlorate (code SANDRE 1752) dans le milieu naturel supérieure à 0,1 mg/L, au niveau de Saint-Martory et en amont immédiat des premiers captages d'eau potable dans la Garonne et le canal Saint-Martory" ;

Considérant que les analyses des prélèvements réalisés par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS en entrée du canal Saint-Martory en date des 9 et 10 janvier 2026 mettent en évidence des concentrations en chlorates de respectivement 0,12 mg/L et 0,21 mg/L, supérieures à la valeur de 0,1 mg/L fixé dans l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 susvisé ;

Considérant que les analyses des prélèvements réalisés par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS sur les eaux circulant dans l'égout propre entre le 9 et le 11 janvier 2026 mettent en évidence des concentrations significatives en chlorates comprises entre 42,5 mg/L et 239,7 mg/L ;

Considérant que les eaux véhiculées par l'égout propre ne sont pas traitées avant rejet dans le milieu naturel ;

Considérant que les rejets du site (égout propre et sortie STEP) s'effectuent dans la Garonne au droit du site ;

Considérant que ces éléments démontrent que la société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS n'a pas été en mesure de maîtriser ses rejets en chlorate ;

Considérant que les analyses des prélèvements réalisés par Fibre Excellence dans la Garonne, en amont du site, les 9 et 10 janvier 2026 mettent en évidence des concentrations inférieures à 0,05 mg/L ;

Considérant que les analyses des prélèvements réalisés par la société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS dans la Garonne, à l'entrée du canal de la Gentille, en aval immédiat du point de rejet du site, les 9 et 10 janvier 2026 mettent en évidence des concentrations de

1,2 mg/L et 0,6 mg/L ;

Considérant que ces éléments démontrent la contribution des rejets de l'usine à la concentration en chlorate dans le milieu naturel, dans la Garonne en aval du site et donc le Canal Saint-Martory ;

Considérant que la Garonne et ses canaux dérivés, canal Saint-Martory et canal latéral à la Garonne, sont les ressources utilisées pour la production d'eau potable ;

Considérant que l'arrêté du 11 janvier 2007 modifié relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique fixe une valeur limite de qualité pour les eaux destinées à la consommation humaine portant sur les chlorates à 0,25 mg/L, en l'absence d'utilisation d'une méthode de désinfection des eaux destinées à la consommation qui génère des chlorates ;

Considérant que le respect de la concentration fixée à 0,1 mg/L dans l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 susvisé, dans la Garonne, en amont des premiers captages d'eau potable permet d'assurer le respect du seuil réglementaire dans les eaux distribuées ;

Considérant qu'au regard des résultats des analyses susvisées, le respect du seuil de 0,25 mg/L de chlorates dans les eaux distribuées par les usines de potabilisation alimentées par la Garonne et ses canaux de dérivations ne peut être garanti ;

Considérant que le dépassement du seuil réglementaire de 0,25 mg/L de chlorate expose à un risque sanitaire qui a conduit l'agence régionale de santé à ordonner dès le 8 janvier 2026 aux producteurs d'eau concernés de recourir à leurs ressources de secours ;

Considérant que face à ces manquements il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS de respecter les prescriptions susvisées ;

Considérant les éléments communiqués le 13 janvier 2026 aux services de l'Etat par l'exploitant, lequel indique pouvoir mettre en oeuvre, d'ici le 15 janvier 2026 au soir, des travaux permettant de garantir la maîtrise de ses rejets en chlorate ;

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure a été porté à la connaissance de l'exploitant par courriel le 14 janvier 2026 afin qu'il puisse formuler ses observations ;

Considérant la réponse de la société FIBRE EXCELLENCE SAINT-GAUDENS par courriel en date du 14 janvier 2026 dans laquelle elle a fait part d'observations ;

Sur proposition conjointe de la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie et de la directrice de la délégation départementale de l'agence régionale de santé en Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er} : Mise en demeure

La société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS est mise en demeure, pour son site situé sur la commune de SAINT-GAUDENS de respecter les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2026 susvisé en :

- prenant toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de chlorate dans le milieu naturel d'ici le 15 janvier 2026 au soir ;
- n'induisant pas une concentration en chlorate supérieure à 0,1 mg/L au niveau de Saint-Martory et en amont immédiat des premiers captages d'eau potable dans la Garonne et le canal Saint-Martory d'ici le 16 janvier 2026 au soir.

Art 2 : Sanctions

À défaut d'exécution dans le délai imparti à l'article 1, il est fait application des sanctions administratives prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, sans préjudice des sanctions pénales.

Art. 3 : Frais

Tous les frais occasionnés par l'application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Art. 4 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours de plein contentieux devant le tribunal administratif de Toulouse dans un délai de deux mois à compter de sa notification, soit par courrier, soit par l'application informatique télérécourse accessible sur le site <http://www.telerecours.fr>.

Art. 5 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Haute-Garonne pendant une durée minimale de deux mois.

Art. 6 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, la cheffe de l'unité interdépartementale de l'Ariège et de la Haute-Garonne de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Occitanie, la directrice de la délégation départementale de l'agence régionale de santé en Haute-Garonne et la directrice départementale des territoires de la Haute-Garonne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société FIBRE EXCELLENCE SAINT GAUDENS.

Fait à Toulouse, le **15 JAN. 2026**

Pour le préfet de la Haute-Garonne
et par délégation :
Le secrétaire général,



Baptiste MANDARD